

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/41340]

25 AVRIL 2019. — Décret visant une concertation plus efficiente dans l'Enseignement ordinaire et spécialisé

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications apportées au décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice*

Article 1^{er}. Dans le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, à l'article 24, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}

a) Les mots « Après concertation avec les représentants des différents pouvoirs organisateurs, l'Exécutif » sont remplacés par les mots « Le Gouvernement » ;

b) le point 3° est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« 3° définit, par zone géographique qu'il détermine, les obligations de concertation entre les écoles d'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé de même caractère ; » ;

c) le point 4° est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« 4° crée des organes de concertation communs aux écoles d'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé, dont un comité de concertation par caractère et des conseils de zone. Il en fixe les modalités d'organisation. ».

2° Les alinéas 4 et 5 sont abrogés.

Art. 2. Dans le même décret, les modifications suivantes sont apportées à l'article 25 :

1° à l'alinéa 1^{er}, le 1° est complété par les mots « de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé de forme 4, des formations en alternance visées à l'article 2bis, § 1^{er}, 2° du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance, et des formations de l'enseignement spécialisé de forme 3 et 4 » ;

2° l'alinéa 1^{er}, 2°, et l'alinéa 2 sont supprimés.

Art. 3. Dans le même décret, les mots « Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire » ou « Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire ordinaire » sont partout remplacés par les mots « Conseil général de l'enseignement secondaire ».

CHAPITRE II. — *Modifications apportées au décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire*

Art. 4. Dans le décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire, le Chapitre I^{er} est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« Chapitre I^{er}. — *Du conseil général de l'enseignement secondaire*

Article 1^{er}. - Il est créé un Conseil général de l'enseignement secondaire, compétent à la fois pour l'enseignement secondaire ordinaire et pour l'enseignement secondaire spécialisé, ci-après dénommé le Conseil.

Article 2. - Le Conseil est chargé des missions suivantes :

1° adresser au Gouvernement toute proposition de sa propre initiative ou à la demande du Gouvernement de nature à améliorer la qualité et le fonctionnement de l'enseignement secondaire ordinaire et de l'enseignement secondaire spécialisé dans le respect des dispositions légales, décrétales et réglementaires ;

2° remettre au Gouvernement des avis, de sa propre initiative ou à la demande du Gouvernement concernant :

a) les grilles horaires de l'enseignement ordinaire et de l'enseignement spécialisé ;

b) les titres et fonctions visés par le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française ;

c) les référentiels visés aux articles 16, 25, 26, 35 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

d) les profils de certification visés aux articles 39, 44, 45 et 47 du décret du 24 juillet 1997 précité ;

e) le répertoire des options de base de l'enseignement secondaire ordinaire et de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4 ;

f) les répertoires des formations de l'enseignement en alternance et de l'enseignement spécialisé de forme 3 ;

g) la mise en place des différentes modalités d'intégration des élèves qui relèvent de l'enseignement spécialisé et de l'évaluation permanente des intégrations autorisées par l'application du chapitre X du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé ;

h) la mise en œuvre des aménagements raisonnables dans l'enseignement ordinaire visés par le décret du 7 décembre 2017 relatif à l'accueil, à l'accompagnement et au maintien dans l'enseignement ordinaire, fondamental et secondaire, des élèves présentant des besoins spécifiques ;

3° assurer l'échange de tout document utile ainsi que de l'expérience acquise entre l'ensemble des écoles d'enseignement ordinaire et d'enseignement spécialisé, en vue de favoriser la convergence vers la promotion de la réussite scolaire et de conduire chaque élève à son niveau le plus élevé possible de compétence, dans toutes les formes et tous les types de l'enseignement secondaire ;

4° remettre au Gouvernement un avis sur les demandes de programmation d'options de base groupées ou de formations organisées dans l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé, de plein exercice ou en alternance ;

5° remettre au Gouvernement un avis sur la création ou le subventionnement d'une nouvelle école d'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé ;

6° remettre au Gouvernement un avis sur la répartition géographique des types et des formes d'enseignement spécialisé ;

7° exercer toute autre mission confiée par le législateur.

Article 3. - § 1^{er}. Le Conseil est composé des membres effectifs suivants :

1° des représentants des Services du Gouvernement, qui ont la qualité de membres de droit :

- deux représentants de la Direction générale de l'enseignement obligatoire ;
- l'inspecteur général du Service de l'Inspection de l'Enseignement du continuum pédagogique ou son délégué
- l'inspecteur général du Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire de transition et de qualification ou son délégué ;

2° de 8 délégués de chacun des comités de concertation visés à l'article 24, alinéa 1^{er}, 4°, du décret du 29 juillet 1992 organisant l'enseignement secondaire, dont le président ; la délégation du comité de concertation de l'enseignement de caractère non confessionnel comprend :

- a) trois délégués représentant l'enseignement organisé par la Communauté française ;
- b) quatre délégués représentant l'enseignement officiel subventionné ;
- c) un délégué représentant l'enseignement subventionné libre non confessionnel ;

3° six représentants des organisations syndicales représentatives au sens de l'article 7 de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

Le mandat exercé des représentants visés à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3° est de quatre années ; ce mandat est renouvelable.

Les mandats de président et de vice-président sont exercés en alternance annuelle respectivement par le président du comité de concertation de l'enseignement non confessionnel et par le président du comité de concertation de l'enseignement confessionnel.

Deux délégués du ministre qui a l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé dans ses attributions sont invités à suivre les travaux du Conseil sans voix délibérative.

Lorsque l'ordre du jour le nécessite, le Conseil peut faire appel à des experts ; le Conseil peut créer des groupes de travail.

§ 2. Chaque membre effectif dispose d'une voix délibérative. Il est désigné autant de membres suppléants que de membres effectifs. Les suppléants ne siègent qu'en l'absence des effectifs.

Le conseil décide à la majorité des deux tiers des membres présents. La majorité absolue est en outre requise séparément, d'une part pour l'ensemble des membres présents représentant le comité de concertation de l'enseignement de caractère non confessionnel, d'autre part pour l'ensemble des membres présents représentant l'enseignement de caractère confessionnel. Tout avis comprend la mention des votes et s'il échet, une note de minorité.

§ 3. Les membres du Conseil ont droit au remboursement de leurs frais de parcours et de séjour aux conditions applicables aux membres du personnel du Ministère de la Communauté française.

Article 4 - Les membres effectifs et suppléants visés à l'article 3, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° et 3° sont désignés par le Gouvernement sur proposition des organes visés par ces mêmes dispositions.

Article 5 - Le Conseil fixe son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Gouvernement.

Les Services du Gouvernement assurent le secrétariat du Conseil.

Article 6 - Le Conseil crée en son sein une Commission permanente de l'enseignement secondaire en alternance, chargée de coordonner toutes les initiatives en la matière.

Article 7 - Le Conseil crée une Commission permanente de l'enseignement secondaire spécialisé, ci-après dénommée la Commission.

La composition de la Commission est fixée dans le règlement d'ordre intérieur du Conseil.

Elle est présidée en alternance annuelle par un membre du Conseil représentant l'enseignement non confessionnel et par un membre du Conseil représentant l'enseignement confessionnel.

Le président et le vice-président du Conseil supérieur de l'enseignement aux élèves à besoins spécifiques visé au chapitre XIV du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé sont membres de droit de la Commission.

Le Conseil confie à la Commission :

- 1° la préparation des dossiers spécifiques à l'enseignement spécialisé ;
- 2° l'analyse et le suivi des propositions du Conseil supérieur précité.

Pour les thématiques transversales à l'enseignement secondaire spécialisé et à l'enseignement fondamental spécialisé, la Commission travaille conjointement avec la Commission permanente de l'enseignement fondamental spécialisé visée à l'article 26 du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental.

En vue d'assurer ces missions, le Gouvernement peut mettre en congé pour mission un maximum de deux membres du personnel directeur et enseignant de l'enseignement spécialisé, sur proposition conjointe du Conseil général de l'enseignement fondamental et du Conseil général de l'enseignement secondaire. Ces membres du personnel sont placés sous l'autorité de ce dernier Conseil. Ils assurent notamment le secrétariat de la Commission, de la Commission visée par l'article 26 du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental ainsi que du Conseil supérieur de l'enseignement aux élèves à besoins spécifiques visé au chapitre XIV du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé ».

Art. 5. Les chapitres II et IV du même décret sont abrogés.

CHAPITRE III. — *Modifications apportées au décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental*

Art. 6. A l'article 10 du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « , après concertation avec les Pouvoirs organisateurs, » sont supprimés ;

2° entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, devenant l'alinéa 3, il est inséré un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Les Conseils d'entité sont communs aux écoles maternelles, primaires ou fondamentales ordinaires et spécialisées. ».

Art. 7. L'intitulé de la sous-section 1^{re} de la section 2 est supprimé.

Art. 8. A l'article 14, alinéa 3 du même décret, les mots « d'enseignement ordinaire et spécialisé » sont insérés entre les mots « les écoles » et les mots « d'un même réseau ».

Art. 9. La sous-section 2 de la section 2 est abrogée.

Art. 10. L'intitulé de la sous-section 1^{re} de la section 3 est supprimé.

Art. 11. A l'article 17 du même décret, entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3, devenant l'alinéa 4, il est inséré un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Les Comités de coordination sont communs aux écoles maternelles, primaires ou fondamentales ordinaires et spécialisées. ».

Art. 12. La sous-section 2 de la section 3 est abrogée.

Art. 13. Le chapitre V est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« CHAPITRE V. — *Du conseil général de l'enseignement fondamental*

Article 21. - Il est créé un Conseil général de l'enseignement fondamental, ci-après dénommé le Conseil, compétent à la fois pour l'enseignement ordinaire et l'enseignement spécialisé.

Article 22. - Le Conseil est chargé des missions suivantes :

1° faire, à son initiative ou à la demande du ministre ou du Gouvernement, des propositions sur les grandes orientations de la politique de l'enseignement fondamental ordinaire et/ou spécialisé ;

2° adresser au Gouvernement, de sa propre initiative ou à la demande du Gouvernement, toute proposition de nature à améliorer la qualité et le fonctionnement de l'enseignement fondamental ordinaire et de l'enseignement fondamental spécialisé dans le respect des dispositions légales, décrétales et réglementaires ;

3° remettre au Gouvernement des avis, de sa propre initiative ou à la demande du Gouvernement, concernant :

a) les grilles horaires ;

b) les titres et fonctions visés par le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française ;

c) les référentiels de compétences ;

d) la mise en place des différentes modalités d'intégration des élèves qui relèvent de l'enseignement fondamental spécialisé et de l'évaluation permanente des intégrations autorisées par l'application du chapitre X du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé ;

e) la mise en œuvre des aménagements raisonnables dans l'enseignement ordinaire visés par le décret du 7 décembre 2017 relatif à l'accueil, à l'accompagnement et au maintien dans l'enseignement ordinaire, fondamental et secondaire, des élèves présentant des besoins spécifiques ;

4° assurer notamment l'échange de tout document utile ainsi que de l'expérience acquise entre l'ensemble des écoles d'enseignement ordinaire et d'enseignement spécialisé, en vue de favoriser la convergence vers la promotion de la réussite scolaire et de conduire chaque élève à son niveau le plus élevé possible de compétence dans tous les types d'enseignement fondamental ;

5° remettre au Gouvernement un avis sur la création ou le subventionnement d'une nouvelle école ou implantation d'enseignement maternel, primaire ou fondamental ordinaire, ou d'une école d'enseignement maternel, primaire ou fondamental spécialisé ;

6° remettre au Gouvernement un avis sur la répartition géographique des types d'enseignement spécialisé ;

7° exercer toute autre mission confiée par le législateur.

Article 23. - § 1^{er}. Le Conseil est composé des membres effectifs suivants :

1° des représentants des Services du Gouvernement, qui ont la qualité de membres de droit :

- deux représentants de la Direction générale de l'enseignement obligatoire ;

- l'inspecteur général du Service de l'Inspection de l'Enseignement du continuum pédagogique ou son délégué ;

- un second représentant du Service de l'Inspection de l'Enseignement du continuum pédagogique désigné par l'Inspecteur général ;

2° des représentants des comités de coordination visés à l'article 17 :

- deux représentants du comité de coordination de l'enseignement organisé par la Communauté française, dont le président ;

- trois représentants du comité de coordination de l'enseignement officiel subventionné, dont le président ;

- trois représentants du comité de coordination de l'enseignement libre subventionné confessionnel, dont le président ;

- un représentant du comité de coordination de l'enseignement libre subventionné non confessionnel.

3° six représentants des organisations syndicales représentatives au sens de l'article 7 de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

Le mandat exercé des représentants visés à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3° est de quatre années ; ce mandat est renouvelable.

Les mandats de président et de vice-président sont exercés en alternance annuelle respectivement par un représentant de l'enseignement de caractère non confessionnel et par un représentant de caractère confessionnel.

Deux délégués du ministre qui a l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé dans ses attributions sont invités à suivre les travaux du Conseil général sans voix délibérative.

Lorsque l'ordre du jour le nécessite, le Conseil peut faire appel à des experts ; le Conseil peut créer des groupes de travail.

§ 2. Chaque membre effectif dispose d'une voix délibérative. Il est désigné autant de membres suppléants que de membres effectifs. Les suppléants ne siègent qu'en l'absence des effectifs.

§ 3. Les membres du Conseil ont droit au remboursement de leurs frais de parcours et de séjour aux conditions applicables aux membres du personnel du Ministère de la Communauté française.

Article 24. - Les membres effectifs et suppléants visés à l'article 23, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° et 3° sont désignés par le Gouvernement sur proposition des organes visés par ces mêmes dispositions.

Article 25. - Le Conseil fixe son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Gouvernement.

Les Services du Gouvernement assurent le secrétariat du Conseil.

Article 26. - Le Conseil crée une Commission permanente de l'enseignement fondamental spécialisé, ci-après dénommée la Commission.

La composition de la Commission est fixée par le règlement d'ordre intérieur du Conseil.

Elle est présidée en alternance annuelle par un représentant de l'enseignement de caractère non confessionnel et par un représentant de caractère confessionnel.

Le président et le vice-président du Conseil supérieur de l'enseignement aux élèves à besoins spécifiques visé au chapitre XIV du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé sont membres de droit de la Commission.

Le Conseil général confie à la Commission :

1° la préparation des dossiers spécifiques à l'enseignement spécialisé ;

2° l'analyse et le suivi des propositions du Conseil supérieur précité.

Pour les thématiques transversales à l'enseignement fondamental et à l'enseignement secondaire spécialisés, la Commission travaille conjointement avec la Commission permanente de l'enseignement secondaire spécialisé visée à l'article 5/2 du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire. ».

CHAPITRE IV. — Modifications apportées au décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre

Art. 14. L'article 5 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre est complété par un point 44° et un point 45° rédigés comme suit :

« 44° Conseil général de l'enseignement fondamental : le Conseil créé par l'article 21 du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental ;

45° Conseil général de l'enseignement secondaire : le Conseil créé par l'article 1^{er} du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire. ».

Art. 15. A l'article 13, § 4, du même décret, les mots « Sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé créé par le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé » sont remplacés par les mots : « Sur proposition conjointe des Conseils généraux visés à l'article 5, 44° et 45° ».

Art. 16. A l'article 16 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2,

a) à l'alinéa 2, les mots « respectivement au Conseil général de l'enseignement fondamental créé par le décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental et au Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire créé par le décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire » sont remplacés par les mots : « aux Conseils généraux visés à l'article 5, 44° et 45°. » ;

b) l'alinéa 3 est abrogé ;

2° au paragraphe 3, alinéa 3, les mots « Sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé visé à l'article 13, § 4 » sont remplacés par les mots « Sur proposition conjointe des Conseils généraux visés à l'article 5, 44° et 45°. ».

Art. 17. A l'article 16bis du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2 ;

a) l'alinéa 3 est abrogé ;

b) l'alinéa 4 est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« S'il l'estime nécessaire, le Conseil général de l'enseignement fondamental amende ces propositions. Il transmet au Gouvernement les propositions telles qu'il les a amendées et les propositions originales des groupes de travail. ».

2° au paragraphe 3, à l'alinéa 5, les mots « Sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé visé à l'article 13, § 4 » sont remplacés par les mots « Sur proposition du Conseil général visé à l'article 5, 44° ».

Art. 18. A l'article 17 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« Le Gouvernement approuve les programmes d'études des cycles, années et degrés de maturité visés au présent chapitre, après avoir pris l'avis de la Commission des programmes, et une fois cet avis donné, après avoir consulté la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française. »

2° Le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 19. A l'article 25, paragraphe 2, alinéa 2, et à l'article 26, paragraphe 2, alinéa 2, du même décret, les mots « au Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire visé à l'article 16 » sont remplacés par les mots « au Conseil général de l'enseignement secondaire ».

Art. 20. A l'article 27 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« Le Gouvernement approuve, dans le respect des compétences et savoirs définis aux articles 25 et 26, les programmes d'études des degrés et années visés au présent chapitre, après avoir pris l'avis de la Commission des programmes des Humanités générales et technologiques, et une fois cet avis donné, après avoir consulté la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 précité. » ;

2° le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 21. A l'article 28, alinéa 2, du même décret, les mots « visés à l'article 16 » sont remplacés par les mots « visés à l'article 5, 44° et 45° ».

Art. 22. L'article 33 est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« Article 33. - Après avoir pris l'avis de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur créée par le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, du Conseil général de l'enseignement secondaire visé à l'article 5, 25° et du Conseil général de l'enseignement de promotion sociale créé par le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, le Gouvernement détermine les crédits d'études acquis dans le cadre de l'enseignement secondaire qualifiant qui sont valorisables dans l'enseignement supérieur organisé dans les Hautes Écoles et dans l'enseignement de promotion sociale, ainsi que les modalités de cette valorisation. ».

Art. 23. A l'article 35, paragraphe 2, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « au Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire visé à l'article 16 » sont remplacés par les mots « au Conseil général de l'enseignement secondaire » ;

2° l'alinéa 5 est abrogé.

Art. 24. A l'article 36 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le paragraphe 1^{er} est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« Le Gouvernement approuve, dans le respect des compétences et savoirs définis à l'article 35, les programmes d'études des cours spécifiques à la formation humaniste durant les degrés et années visés au présent chapitre, après avoir pris l'avis de la Commission des programmes des Humanités professionnelles et techniques, et une fois cet avis donné, après avoir consulté la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 précité. » ;

2° Le paragraphe 2 est abrogé ;

3° Le paragraphe 2*bis* est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« § 2*bis*. Pour l'enseignement spécialisé, le Gouvernement approuve, dans le respect des compétences et savoirs définis à l'article 35, les programmes d'études des cours spécifiques à la formation humaniste durant les phases d'enseignement visées au présent chapitre, après avoir pris l'avis de la Commission des programmes visée au § 3*bis*, et une fois cet avis donné, après avoir consulté la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 précité. ».

Art. 25. A l'article 37, alinéa 2, du même décret, les mots « visés à l'article 16 » sont remplacés par les mots « visés à l'article 5, 44 et 45° ».

Art. 26. A l'article 39 du même décret, le point 1° est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« 1° après avoir sollicité l'avis du Conseil général de l'enseignement secondaire ; ».

Art. 27. A l'article 39*bis* du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1*bis*, alinéa 1^{er}, a) et b) et alinéa 2, les mots « les Conseils généraux » sont chaque fois remplacés par les mots « le Conseil général de l'enseignement secondaire » ;

2° au paragraphe 2, alinéa 5,

a) les mots « au Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire et au Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé » sont remplacés par les mots « au Conseil général de l'enseignement secondaire » ;

b) les mots « Les Conseils généraux transmettent au Ministre leur avis sur les profils de certification ainsi que leurs » sont remplacés par les mots « Le Conseil général transmet au ministre son avis sur les profils de certification ainsi que ses ».

Art. 28. A l'article 43 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire visé à l'article 16 » sont remplacés par les mots « du conseil général de l'enseignement secondaire » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé » sont remplacés par les mots « du Conseil général de l'enseignement secondaire ».

Art. 29. A l'article 44 du même décret, au point 1°, les mots « Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire » sont remplacés par les mots « Conseil général de l'enseignement secondaire ».

Art. 30. A l'article 45 du même décret, au point 1°, les mots « Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire et du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé précités » sont remplacés par les mots « Conseil général de l'enseignement secondaire ».

Art. 31. A l'article 47, paragraphe 1^{er}, au point 1°, les mots « Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé et celui du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire précités » sont remplacés par les mots « Conseil général de l'enseignement secondaire ».

Art. 32. A l'article 50 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« § 1^{er}. Le Gouvernement approuve, dans le respect des profils de certification visés aux articles 39, 44, 45 et 47, les programmes d'études des degrés et années visés au présent chapitre, après avoir pris l'avis de la Commission des programmes des Humanités professionnelles et techniques ou de la Commission des programmes de l'enseignement secondaire spécialisé, et une fois cet avis donné, après avoir consulté la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 précité. » ;

2° Le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 33. A l'article 51, alinéa 2, du même décret, les mots « des Conseils généraux visés aux articles 13 et 16 » sont remplacés par les mots « du Conseil général de l'enseignement secondaire ».

Art. 34. A l'article 56 du même décret, les mots « Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire visé à l'article 16 » sont remplacés par les mots « Conseil général de l'enseignement secondaire ».

Art. 35. A l'article 57 du même décret, les mots « Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire visé à l'article 16 et du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé visé à l'article 13 » sont remplacés par les mots « Conseil général de l'enseignement secondaire. ».

Art. 36. A l'article 58 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « du Conseil général des Hautes écoles » sont remplacés par les mots « de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES) » ;

2° les mots « du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire visé à l'article 16 » sont remplacés par les mots « du Conseil général de l'enseignement secondaire ».

Art. 37. A l'article 60sexies, paragraphe 5, du même décret, l'alinéa 2 est remplacé par un texte rédigé comme suit : « Le Président de la Commission de pilotage en informe le Conseil général de l'enseignement fondamental. ».

Art. 38. A l'article 62 du même décret, les mots « Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire » sont remplacés par les mots « Conseil général de l'enseignement secondaire ».

Art. 39. A l'article 97, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2,

- à l'alinéa 1^{er}, les mots « Comité de concertation de l'enseignement ordinaire secondaire » sont remplacés par les mots « Comité de concertation de l'enseignement secondaire » ;

- à l'alinéa 3, les mots « Conseil général de concertation de l'enseignement spécialisé » sont remplacés par les mots « Comité de concertation de l'enseignement secondaire de caractère non confessionnel » ;

2° au paragraphe 3,

- à l'alinéa 1^{er}, les mots « Comité de concertation de l'enseignement ordinaire secondaire » sont remplacés par les mots « Comité de concertation de l'enseignement secondaire » ;

- à l'alinéa 3, les mots « Conseil général de concertation de l'enseignement spécialisé » sont remplacés par les mots « Comité de concertation de l'enseignement secondaire de caractère confessionnel ».

Art. 40. A l'article 100, § 5, alinéa 1^{er}, 3°, du même décret, les mots « Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire » sont remplacés par les mots « Conseil général de l'enseignement secondaire ».

CHAPITRE V. — Modifications apportées au décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé

Art. 41. A l'article 4, § 1^{er}, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, il est inséré un point 29°/1 rédigé comme suit :

« 29°/1. Conseil général : pour l'enseignement fondamental : le Conseil général de l'enseignement fondamental visé à l'article 21 du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental ; pour l'enseignement secondaire : le conseil général de l'enseignement secondaire visé à l'article 1^{er} du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire. ».

Art. 42. Le chapitre XIII du même décret, comprenant les articles 168 à 177, est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« CHAPITRE XIII. — De la concertation dans l'enseignement secondaire spécialisé

Article 168. - Le Gouvernement définit par zone géographique qu'il détermine :

1° les obligations de concertation entre établissements de même caractère ; la concertation porte notamment sur la programmation et sur l'harmonisation de l'offre régionale de formation ;

2° les organes au sein desquels s'établit cette concertation ; ces organes sont communs à l'enseignement spécialisé et à l'enseignement ordinaire.

Article 169. - Est subordonnée à l'avis favorable issu de la concertation visée à l'article 168, l'organisation ou l'admission aux subventions d'une nouvelle forme, d'un nouveau type ou d'un nouveau métier de l'enseignement secondaire de forme 3.

Si un pouvoir organisateur outrepassé un avis défavorable, il perd le bénéfice des crédits ou des subventions pour l'ensemble de l'établissement où la forme, le type ou le nouveau métier de l'enseignement secondaire de forme 3 en cause sont organisés, pendant les années scolaires concernées.

Le fait pour un pouvoir organisateur de ne pas solliciter l'avis de l'organe de concertation visé à l'article 168 est assimilé au fait d'outrepasser un avis défavorable.

Article 170. - L'admission aux subventions d'une nouvelle forme, d'un nouveau type ou d'un nouveau métier de l'enseignement secondaire de forme 3 est automatiquement examinée par les Services du Gouvernement au terme du processus de programmation. ».

Art. 43. Dans le même décret, les mots « le Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé » sont partout remplacés par les mots « le Conseil général concerné ».

Art. 44. Dans le même décret les mots « le Conseil supérieur de l'enseignement spécialisé » sont partout remplacés par les mots « le Conseil supérieur de l'enseignement aux élèves à besoins spécifiques ».

CHAPITRE VI. — *Autres dispositions modificatives*

Art. 45. Dans la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, les mots « conseil général de concertation » sont partout remplacés par les mots « Conseil général ».

Art. 46. Dans la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, les mots « Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire » sont partout remplacés par les mots « Conseil général de l'enseignement secondaire ».

Art. 47. Dans l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II, à l'article 5, alinéa 1^{er}, 5°, les mots « Conseil général de concertation » sont remplacés par les mots « Conseil général de l'enseignement secondaire ».

Art. 48. Dans le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, à l'article 79 paragraphe 4, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire » sont remplacés par les mots « du Conseil général de l'enseignement secondaire créé par l'article 1^{er} du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire » ;

2° à l'alinéa 3, les mots « le Conseil général de concertation créé en application de l'article 1^{er} du décret organisant la concertation pour l'enseignement secondaire » sont remplacés par les mots « le Conseil général de l'enseignement secondaire visé à l'alinéa 2 ».

Art. 49. Dans le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance,

1° à l'article 4, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 3, les mots « Pour l'enseignement secondaire spécialisé l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé est requis. » sont supprimés ;

b) à l'alinéa 5, les mots « Sur avis favorable du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire ordinaire ou du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé » sont remplacés par les mots « Sur avis favorable du Conseil général de l'enseignement secondaire » ;

2° à l'article 5bis, au paragraphe 3 et au paragraphe 4, les mots « au Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire ordinaire et au Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé » sont chaque fois remplacés par les mots « au Conseil général de l'enseignement secondaire ».

Art. 50. Dans le décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances de pilotage inter-réseaux de l'enseignement qualifiant (IPIEQ) et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficace de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire » sont chaque fois remplacés par les mots « Conseil général de l'enseignement secondaire » ;

2° les mots « Conseil général de concertation » sont chaque fois remplacés par les mots « Conseil général ».

Art. 51. Dans le décret du 12 juillet 2012 organisant la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU) dans l'enseignement secondaire qualifiant et modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement secondaire, les modifications suivantes sont apportées à l'article 4 :

1° au paragraphe 2, les mots « Conseil général de Concertation pour l'enseignement secondaire ordinaire » sont remplacés par les mots « Conseil général de l'enseignement secondaire » ;

2° au paragraphe 3, les mots « conjoint du Conseil général de Concertation pour l'enseignement secondaire ordinaire institué par le décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire et du Conseil général de Concertation pour l'enseignement spécialisé institué par le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé » sont remplacés par les mots « du Conseil général de l'enseignement secondaire ».

Art. 52. Dans le décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire, les mots « conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire » sont chaque fois remplacés par les mots « conseil général de l'enseignement secondaire ».

Art. 53. Dans le décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'Aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation,

1° à l'article 1^{er},

a) au point 10°, les mots « Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire » sont remplacés par les mots « Conseil général de l'enseignement secondaire » ;

b) le point 11° est abrogé.

2° à l'article 13, §1^{er},

a) au point 3°, les mots « Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire ordinaire » sont remplacés par les mots « Conseil général de l'enseignement secondaire » ;

b) le point 4° est abrogé.

Art. 54. Dans le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, à l'article 35, alinéa 3, les mots « sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé repris au Chapitre XIII du décret du 3 mars 2004 précité » sont remplacés par les mots « sur proposition conjointe des Conseils généraux visés à l'article 5, 44° et 45°, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre. ».

Art. 55. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique libres subventionnés, à l'article 5, alinéa 2, les mots « fixée par le Conseil général de concertation de l'enseignement spécialisé » sont remplacés par les mots « fixée par le Conseil général de l'enseignement secondaire ».

Art. 56. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécialisé, à l'article 3, § 4, les mots « fixée par le Conseil général de concertation de l'enseignement spécialisé » sont remplacés par les mots « fixée par le Conseil général de l'enseignement fondamental ».

Art. 57. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique officiels subventionnés à l'article 5, § 4, alinéa 2, « les mots « fixée par le Conseil général de concertation de l'enseignement spécialisé » sont remplacés par les mots « fixée par le Conseil général de l'enseignement secondaire ».

Art. 58. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécialisé, à l'article 3, §4, alinéa 2, les mots « fixée par le Conseil général de concertation de l'enseignement spécialisé » sont remplacés par les mots « fixée par le Conseil général de l'enseignement fondamental ».

CHAPITRE VII. — *Disposition finale*

Art. 59. L'entrée en vigueur du présent décret est fixée au 1^{er} septembre 2019.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 25 avril 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,

A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des Médias,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Éducation,

M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. FLAHAUT

—
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 797-1 – Amendements en commission, n° 797-2. - Rapport de commission, n° 797-3. – Texte adopté en commission, n° 797-4. - Texte adopté en séance plénière, n° 797-5

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 24 avril 2019.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/41340]

25 APRIL 2019. — Decreet betreffende een efficiënter overleg in het gewoon en gespecialiseerd onderwijs

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:
HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen aan het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan*

Artikel 1. In het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, in artikel 24, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid

a) worden de woorden « Na overleg met de vertegenwoordigers van de verschillende inrichtende machten, de Executieve » vervangen door de woorden « De Regering » ;

b) wordt punt 3° vervangen door een tekst, luidend als volgt :

« 3° bepaalt, per geografische zone die zij bepaalt, de verplichtingen tot overleg tussen de scholen van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs van hetzelfde karakter ; » ;

c) wordt punt 4° vervangen door een tekst, luidend als volgt :

« 4° richt overlegorganen op die gemeen zijn aan de scholen voor gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs, waaronder een overlegcomité per karakter en zoneraden. Zij bepaalt de nadere regels voor de organisatie ervan. ».

2° Het vierde lid en het vijfde lid worden opgeheven.

Art. 2. In hetzelfde decreet worden de volgende wijzingen aangebracht in artikel 25 :

1° in het eerste lid wordt 1° aangevuld met de woorden « van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4, de alternerende opleidingen bedoeld in artikel 2bis, § 1, 2° van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs, en van de opleidingen van het gespecialiseerd onderwijs van vorm 3 en 4 » ;

2° het eerste lid, 2°, en het tweede lid worden geschrapt.

Art. 3. In hetzelfde decreet worden de woorden « Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs » of « Algemene Overlegraad voor het gewoon secundair onderwijs » overal vervangen door de woorden « Algemene Raad voor het secundair onderwijs ».

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen aan het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs.

Art. 4. In het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs wordt hoofdstuk I vervangen door een tekst, luidend als volgt :

« Hoofdstuk I. — De Algemene Raad voor het secundair onderwijs »

Artikel 1. – Er wordt een Algemene Raad voor het secundair onderwijs opgericht, die bevoegd is zowel voor het gewoon secundair onderwijs als voor het gespecialiseerd secundair onderwijs, hierna de Raad genoemd.

Art. 2. – De Raad is belast met de volgende opdrachten :

1° de Regering elk voorstel verzenden, op eigen initiatief of op verzoek van de Regering, dat de kwaliteit en de werking van het gewoon secundair onderwijs en het gespecialiseerd secundair onderwijs kan verbeteren, met inachtneming van de bepalingen van de wetten, decreten en reglementaire teksten;

2° de Regering adviezen geven, op eigen initiatief of op verzoek van de Regering, betreffende :

- a) de uurroosters van het gewoon onderwijs en het gespecialiseerd onderwijs ;
- b) de bekwaamheidsbewijzen en ambten bedoeld in het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs ;
- c) de referentiesystemen bedoeld in de artikelen 16, 25, 26, 35 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren ;
- d) de kwalificatieprofielen bedoeld in de artikelen 39, 44, 45 en 47 van het bovenvermelde decreet van 24 juli 1997 ;
- e) het repertorium van de basisopties van het gewoon secundair onderwijs en van het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4 ;
- f) de repertoria van de opleidingen van het alternerend onderwijs en van het gespecialiseerd onderwijs van vorm 3 ;
- g) de organisatie van de verschillende nadere regels voor de integratie van leerlingen die behoren tot het gespecialiseerd onderwijs en voor de permanente evaluatie van de integraties toegelaten door de toepassing van hoofdstuk X van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs ;
- h) de uitvoering van redelijke aanpassingen in het gewoon onderwijs bedoeld in het decreet van 7 december 2017 betreffende het opnemen, de begeleiding en het behoud in het gewoon basis- en secundair onderwijs van leerlingen met specifieke behoeften ;

3° voorzien in de uitwisseling van alle nuttige documenten en van de verworven ervaring tussen alle scholen van het gewoon onderwijs en het gespecialiseerd onderwijs, om een gezamenlijk streven voor het welslagen op school mogelijk te maken en elke leerling op een zo hoog mogelijk peil te brengen in alle secundair-onderwijsvormen en types;

4° de Regering een advies geven over de aanvragen om programmering van gegroepeerde basisopties of van opleidingen georganiseerd in het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs, met volledig leerplan of in het alternerend onderwijs ;

5° de Regering een advies geven over de oprichting of de subsidiëring van een nieuwe school voor het gewoon of gespecialiseerd secundair onderwijs ;

6° de Regering een advies geven over de geografische verdeling van alle types en vormen van gespecialiseerd onderwijs ;

7° elke andere opdracht uitoefenen die door de wetgever wordt toevertrouwd.

Art. 3. - § 1. De Raad is samengesteld uit de volgende werkende leden :

1° de vertegenwoordigers van de Diensten van de Regering die de hoedanigheid hebben van rechtswege leden :

- twee vertegenwoordigers van de Algemene Directie Leerplichtonderwijs ;
- de inspecteur-generaal van de Inspectiedienst van het Onderwijs van het pedagogisch continuüm of zijn afgevaardigde
- de inspecteur-generaal van de Inspectiedienst van het secundair doorstromings- en kwalificatieonderwijs of zijn afgevaardigde ;

2° 8 afgevaardigden van elk overlegcomité bedoeld in artikel 24, eerste lid, 4°, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs waaronder de voorzitter ; de afvaardiging van het overlegcomité van het niet-confessioneel onderwijs bestaat uit :

- a) drie afgevaardigden die het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen ;
- b) vier afgevaardigden die het gesubsidieerd officieel onderwijs vertegenwoordigen;
- c) een afgevaardigde die het niet-confessioneel vrij gesubsidieerd onderwijs vertegenwoordigt ;

3° zes vertegenwoordigers van de representatieve vakbondsverenigingen in de zin van artikel 7 van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Het uitvoerende mandaat van de vertegenwoordigers bedoeld in het eerste lid, 2° en 3° duurt vier jaar ; dit mandaat is hernieuwbaar.

De mandaten van de voorzitter en de ondervoorzitter worden elk jaar afwisselend uitgeoefend door de voorzitter van het overlegcomité van het niet-confessioneel onderwijs en door de voorzitter van het overlegcomité van het confessioneel onderwijs.

Twee afgevaardigden van de minister die bevoegd is voor het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs, worden uitgenodigd om de werkzaamheden van de Raad te volgen zonder stemgerechtigd te zijn.

Wanneer de agenda het vereist, kan de Raad een beroep doen op deskundigen ; de Raad kan werkgroepen oprichten.

§ 2. Elke werkend lid is stemgerechtigd. Er worden zoveel plaatsvervangende leden als werkende leden aangesteld. De plaatsvervangende leden zetelen slechts als de werkende leden afwezig zijn.

De Raad beslist bij meerderheid van twee derde van de aanwezige leden. De volstreekte meerderheid is ook vereist enerzijds voor de aanwezige vertegenwoordigers van het overlegcomité van het niet-confessioneel onderwijs, anderzijds voor de aanwezige vertegenwoordigers van het confessioneel onderwijs. Elk advies vermeldt de stemmingsen; een minderheidsnota kan erbij gevoegd worden.

§ 3. De leden van de Raad hebben recht op de teugbetaling van hun reis- en verblijfkosten onder de voorwaarden die van toepassing zijn op de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Art. 4 – De werkende en plaatsvervangende leden bedoeld in artikel 3, paragraaf 1, eerste lid, 2° en 3° worden aangesteld door de Regering op voorstel van de organen bedoeld door dezelfde bepalingen.

Art. 5. – De Raad stelt zijn huishoudelijk reglement vast en legt het de Regering ter goedkeuring voor.

De Diensten van de Regering nemen het secretariaat van de Raad waar.

Art. 6. – De Raad richt een Vaste commissie voor het alternerend secundair onderwijs op die belast is met de coördinatie van alle initiatieven terzake.

Art. 7 – De Raad richt een Vaste Commissie voor het gespecialiseerd secundair onderwijs op, hierna de Commissie genoemd.

De samenstelling van de Commissie wordt in het huishoudelijk reglement van de Raad vastgesteld.

Ze wordt elk jaar afwisselend voorgezeten door een lid van de Raad ter vertegenwoordiging van het niet-confessioneel onderwijs en door een lid van de Raad ter vertegenwoordiging van het confessioneel onderwijs.

De voorzitter en de ondervoorzitter van de Hoge Raad voor het onderwijs voor leerlingen met specifieke behoeften bedoeld in Hoofdstuk van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs zijn rechtswege leden van de Commissie.

De Raad vertrouwt aan de Commissie het volgende toe :

1° de voorbereiding van de dossiers die specifiek zijn aan het gespecialiseerd onderwijs ;

2° de analyse en de opvolging van de voorstellen van de bovenvermelde Hoge Raad.

Voor de transversale thema's in het gespecialiseerd secundair onderwijs en in het gespecialiseerd basisonderwijs werkt de Commissie samen met de Vaste commissie voor het gespecialiseerd basisonderwijs bedoeld in artikel 26 van het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welslagen in de basisscholen.

Om deze opdrachten uit te voeren, kan de Regering een verlof toekennen wegens opdracht aan hoogstens twee leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het gespecialiseerd onderwijs, op gezamenlijk voorstel van de Algemene Raad voor het basisonderwijs en van de Algemene Raad voor het secundair onderwijs. Deze personeelsleden worden geplaatst onder het gezag van deze laatste Raad. Ze nemen inzonderheid het secretariaat waar van de Commissie, de Commissie bedoeld in artikel 26 van het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welslagen in de basisscholen, alsook van de Hoge Raad voor het onderwijs voor leerlingen met specifieke behoeften bedoeld in hoofdstuk XIV van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs ».

Art. 5. . De hoofdstukken II en IV van hetzelfde decreet worden opgeheven.

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen aan het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welslagen in de basisscholen

Art. 6. In artikel 10 van het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welslagen in de basisscholen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « , na overleg met de inrichtende machten, » geschrapt ;

2° tussen het eerste lid en het tweede lid, dat het derde lid wordt, wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De Raden van de eenheid zijn gemeen aan de gewone en gespecialiseerde kleuter-, lagere of basisscholen. ».

Art. 7. Het opschrift van de onderafdeling 1 van afdeling 2 wordt geschrapt.

Art. 8. In artikel 14, derde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « van het gewoon en gespecialiseerd onderwijs » ingevoegd tussen de woorden « de scholen » en de woorden « van eenzelfde net ».

Art. 9. De onderafdeling 2 van de afdeling 2 wordt opgeheven.

Art. 10. . Het opschrift van de onderafdeling 1 van afdeling 3 wordt geschrapt.

Art. 11. In artikel 17 van hetzelfde decreet, tussen het tweede lid en het derde lid, dat het vierde lid wordt, wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De Coördinatiecomités zijn gemeen aan de gewone en gespecialiseerde kleuter-, lagere of basisscholen. ».

Art. 12. De onderafdeling 2 van afdeling 3 wordt opgeheven.

Art. 13. Hoofdstuk V wordt vervangen door een tekst, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK V. — *De Algemene Raad voor het basisonderwijs*

Artikel 21. - Er wordt een Algemene Raad voor het basisonderwijs opgericht, hierna de Raad genoemd, die bevoegd is telkens voor het gewoon onderwijs als voor het gespecialiseerd onderwijs.

Artikel 22. - De Raad is belast met de volgende opdrachten :

1° de Regering, op eigen initiatief of op aanvraag van de minister of van de Regering, voorstellen doen over de grote oriënteringen van het beleid van het gewoon en/of gespecialiseerd basisonderwijs ;

2° de Regering elk voorstel geven, op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering, dat de kwaliteit en de werking van het gewoon basisonderwijs en van het gespecialiseerd basisonderwijs kan verbeteren met inachtneming van de wetten, de decreten en reglementaire teksten ;

3° de Regering adviezen geven, op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering, betreffende :

a) de uurroosters ;

b) de bekwaamheidsbewijzen en ambten bedoeld in het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs ;

c) de referentiesystemen van de competenties ;

d) de organisatie van de verschillende nadere regels voor de integratie van leerlingen die behoren tot het gespecialiseerd basisonderwijs en voor de permanente evaluatie van de integraties toegelaten door de toepassing van hoofdstuk X van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs ;

e) de uitvoering van redelijke aanpassingen in het gewoon onderwijs bedoeld in het decreet van 7 december 2017 betreffende het opnemen, de begeleiding en het behoud in het gewoon basis- en secundair onderwijs van leerlingen met specifieke behoeften ;

4° voorzien inzonderheid in de uitwisseling van alle nuttige documenten en van de verworven ervaring tussen alle scholen van het gewoon onderwijs en het gespecialiseerd onderwijs, om een gezamenlijk streven voor het welslagen op school mogelijk te maken en elke leerling op een zo hoog mogelijk peil te brengen in alle basisonderwijsvormen ;

5° de Regering een advies geven over de oprichting of de subsidiëring van een nieuwe school of vestiging van het gewoon kleuter-, lager of basisonderwijs of van een school voor het gespecialiseerd kleuter-, lager of basisonderwijs ;

6° de Regering een advies geven over de geografische verdeling van alle types van gespecialiseerd onderwijs ;

7° elke andere opdracht uitoefenen die door de wetgever wordt toevertrouwd.

Artikel 23. - § 1. De Raad is samengesteld uit de volgende wekende leden :

1° de vertegenwoordigers van de Diensten van de Regering die de hoedanigheid hebben van rechtswege leden :

- twee vertegenwoordigers van de Algemene Directie Leerplichtonderwijs ;

- de inspecteur-generaal van de Inspectiedienst van het Onderwijs van het pedagogisch continuüm of zijn afgevaardigde ;

- een tweede vertegenwoordiger van de Inspectiedienst van het Onderwijs van het pedagogisch continuüm aangesteld door de Inspecteur-generaal ;

2° de vertegenwoordigers van de coördinatiecomités bedoeld in artikel 17 :

- twee vertegenwoordigers van het coördinatiecomité van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, waaronder de voorzitter ;

- drie vertegenwoordigers van het coördinatiecomité van het gesubsidieerd officieel onderwijs, waaronder de voorzitter ;

- drie vertegenwoordigers van het coördinatiecomité van het confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs, waaronder de voorzitter ;

- een vertegenwoordiger van het coördinatiecomité van het niet-confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs.

3° zes vertegenwoordigers van de representatieve vakbondsverenigingen in de zin van artikel 7 van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Het uitvoerende mandaat van de vertegenwoordigers bedoeld in het eerste lid, 2° en 3° duurt vier jaar ; dit mandaat is hernieuwbaar.

De mandaten van de voorzitter en ondervoorzitter worden elk jaar afwisselend respectievelijk uitgeoefend door een vertegenwoordiger van het niet-confessioneel onderwijs en door een vertegenwoordiger van het confessioneel onderwijs.

Twee afgevaardigden van de minister die bevoegd is voor het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, worden uitgenodigd om de werkzaamheden van de Algemene raad te volgen zonder stemgerechtigd te zijn.

Wanneer de agenda het vereist, kan de Raad een beroep doen op deskundigen ; de Raad kan werkgroepen oprichten.

§ 2. Elke werkend lid is stemgerechtigd. Er worden zoveel plaatsvervangende leden als werkende leden aangesteld. De plaatsvervangende leden zetelen slechts als de werkende leden afwezig zijn.

§ 3. De leden van de Raad hebben recht op de terugbetaling van hun reis- en verblijfkosten onder de voorwaarden die van toepassing zijn op de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Artikel 24. - De werkende en plaatsvervangende leden bedoeld in artikel 23, § 1, eerste lid, 2° en 3° worden aangesteld door de Regering op voorstel van de organen bedoeld in dezelfde bepalingen.

Artikel 25. - De Raad stelt zijn huishoudelijk reglement vast en legt het de Regering ter goedkeuring voor.

De Diensten van de Regering nemen het secretariaat van de Raad waar.

Artikel 26. – De Raad richt een Vaste Commissie voor het gespecialiseerd basisonderwijs op, hierna de Commissie genoemd.

De samenstelling van de Commissie wordt door het huishoudelijk reglement van de Raad vastgesteld.

Ze wordt elk jaar afwisselend voorgezeten door een vertegenwoordiger van het niet-confessioneel onderwijs en door een vertegenwoordiger van het confessioneel onderwijs.

De voorzitter en de ondervoorzitter van de Hoge Raad voor het onderwijs voor leerlingen met specifieke behoeften bedoeld in hoofdstuk XIV van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs zijn rechtsweg leden van de Commissie.

De Algemene Raad vertrouwt het volgende aan de Commissie toe :

1° de voorbereiding van dossiers die specifiek zijn voor het gespecialiseerd onderwijs ;

2° de analyse en de opvolging van de voorstellen van de bovenvermelde Hoge Raad.

Voor de transversale thema's in het gespecialiseerd basisonderwijs en secundair onderwijs werkt de Commissie samen met de Vaste commissie voor het gespecialiseerd secundair onderwijs bedoeld in artikel 5/2 van het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs. ».

HOOFDSTUK IV. — Wijzigingen aan het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren

Art. 14. Artikel 5 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, wordt aangevuld met een punt 44° en een punt 45°, luidend als volgt :

« 44° Algemene Raad voor het basisonderwijs : de Raad opgericht bij artikel 21 van het decreet van 14 maart 1995 met betrekking tot het bevorderen van een school voor welslagen in het basisonderwijs ;

45° Algemene Raad voor het secundair onderwijs : de Raad opgericht bij artikel 1 van het decreet van 27 oktober 1994 houdende de organisatie van het overleg voor het secundair onderwijs. ».

Art. 15. In artikel 13, § 4, van hetzelfde decreet worden de woorden « Op voorstel van de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs opgericht door het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs » vervangen door de woorden : « Op gezamenlijk voorstel van de Algemene Raden bedoeld in artikel 5, 44° en 45° ».

Art. 16. In artikel 16 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2,

a) in het tweede lid worden de woorden « respectievelijk aan de Algemene Raad voor het Basisonderwijs opgericht door het decreet van 14 maart 1995 betreffende de promotie van een school, van het slagen in het basisonderwijs en van de Algemene Raad voor Overleg voor het secundair onderwijs opgericht door het decreet van 27 oktober 1994 het overleg inrichtend voor het secundair onderwijs » vervangen door de woorden : « in de Algemene Raden bedoeld in artikel 5, 44° en 45° » ;

b) wordt het derde lid opgeheven :

2° in paragraaf 3, derde lid worden de woorden « Op voorstel van de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs bedoeld onder artikel 13, § 4 » vervangen door de woorden « Op gezamenlijk voorstel van de Algemene Raden bedoeld in artikel 5, 44° en 45° ».

Art. 17. In artikel 16bis van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2 ;

a) wordt het derde lid opgeheven ;

b) wordt het vierde lid vervangen door een tekst, luidend als volgt :

« Indien hij dit nodig acht, kan de Algemene Raad voor het basisonderwijs deze voorstellen wijzigen. Hij bezorgt de voorstellen aan de Regering zoals zij ze gewijzigd hebben met de originele voorstellen van de werkgroepen. ».

2° in paragraaf 3, in het vijfde lid worden de woorden « Op voorstel van de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs bedoeld in artikel 13, § 4 » vervangen door de woorden « Op voorstel van de Algemene Raad bedoeld in artikel 5, 44° ».

Art. 18. In artikel 17 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen door een tekst, luidend als volgt :

« De Regering keurt de studieprogramma's van de cycli, jaren en maturiteitsgraden goed, zoals bedoeld in dit hoofdstuk, na het advies te hebben ingewonnen van de Commissie voor programma's en zodra dat het advies uitgebracht wordt, na de Sturingscommissie opgericht bij het decreet van 27 maart 2002 betreffende de begeleiding van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap te hebben geraadpleegd. »

2° Paragraaf 2 wordt opgeheven.

Art. 19. In artikel 25, paragraaf 2, tweede lid, en in artikel 26, paragraaf 2, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « aan de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs bedoeld in artikel 16 » vervangen door de woorden « aan de Algemene Raad voor het secundair onderwijs ».

Art. 20. In artikel 27 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen door een tekst, luidend als volgt :

« De Regering keurt, met inachtneming van de bekwaamheden en kennis bepaald in de artikelen 25 en 26, de studieprogramma's van de graden en jaren bedoeld in dit hoofdstuk goed, na het advies te hebben ingewonnen van de Commissie voor de programma's van algemene en technologische humaniora, en zodra dat dit advies gegeven wordt, na de Sturingscommissie opgericht bij het bovenvermelde decreet van 27 maart 2002 te hebben geraadpleegd ;

2° paragraaf 2 wordt opgeheven.

Art. 21. . In artikel 28, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « bedoeld in artikel 16 » vervangen door de woorden « bedoeld in artikel 5, 44° en 45° ».

Art. 22. Artikel 33 wordt vervangen door een tekst, luidend als volgt :

« Artikel 33. – Na het advies te hebben ingewonnen van de Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs opgericht bij het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, van de Algemene Raad voor het secundair onderwijs bedoeld in artikel 5, 25° en van de Algemene Raad voor het onderwijs voor sociale promotie opgericht bij het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, bepaalt de Regering de studiepunten die verworven worden in het kader van het kwalificerend secundair onderwijs die gevaloriseerd kunnen worden in het hoger onderwijs georganiseerd in de Hogescholen en in het onderwijs voor sociale promotie, alsook de nadere regels voor de valorisatie. ».

Art. 23. In artikel 35, paragraaf 2, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « aan de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs bedoeld in artikel 16 » vervangen door de woorden « aan de Algemene Raad voor het secundair onderwijs » ;

2° het vijfde lid wordt opgeheven.

Art. 24. In artikel 36 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Paragraaf 1 wordt vervangen door een tekst, luidend als volgt :

« De Regering keurt, met inachtneming van de bekwaamheden en kennis bepaald in artikel 35, de studieprogramma's goed van de cursussen die specifiek zijn voor de humanistische opleiding tijdens de graden en jaren bedoeld in dit hoofdstuk, na het advies te hebben ingewonnen van de Commissie voor de programma's van de professionele en technische humaniora, en zodra dat dit advies gegeven wordt, na de Sturingscommissie opgericht bij het bovenvermelde decreet van 27 maart 2002 te hebben geraadpleegd. » ;

2° Paragraaf 2 wordt opgeheven ;

3° Paragraaf 2bis wordt vervangen door een tekst, luidend als volgt :

« §2bis. Voor het gespecialiseerd onderwijs keurt de Regering, met inachtneming van de bekwaamheden en kennis bedoeld in artikel 35, de studieprogramma's goed van de cursussen die specifiek zijn voor de humanistische opleiding tijdens de onderwijsfasen bedoeld in dit hoofdstuk, na het advies te hebben ingewonnen van de Commissie voor de programma's van de professionele en technische humaniora, en zodra dat dit advies gegeven wordt, na de Sturingscommissie opgericht bij het bovenvermelde decreet van 27 maart 2002 te hebben geraadpleegd. ».

Art. 25. In artikel 37, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « bedoeld in artikel 16 » vervangen door de woorden « bedoeld in artikel 5, 44° en 45° ».

Art. 26. In artikel 39 van hetzelfde decreet wordt punt 1° vervangen door een tekst, luidend als volgt :

« 1° na het advies van de Algemene Raad voor het secundair onderwijs te hebben aangevraagd ; ».

Art. 27. In artikel 39bis van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1bis, eerste lid, a) en b) en tweede lid, worden de woorden « de Algemene raden » telkens vervangen door de woorden « de Algemene Raad voor het secundair onderwijs » ;

2° in paragraaf 2, vijfde lid,

a) worden de woorden « aan de Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs en aan de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs » vervangen door de woorden « aan de Algemene raad voor het secundair onderwijs » ;

b) worden de woorden « De Algemene raden zenden hun adviezen aan de Minister over alsook hun » vervangen door de woorden « De Algemene raad zendt zijn advies over de kwalificatieprofielen aan de Minister alsook zijn ».

Art. 28. In artikel 43 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « van de Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs bedoeld in artikel 16 » vervangen door de woorden « van de Algemene raad voor het secundair onderwijs » ;

2° in het tweede lid worden de woorden « van de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs » vervangen door de woorden « van de Algemene raad voor het secundair onderwijs ».

Art. 29. In artikel 44 van hetzelfde decreet, in punt 1°, worden de woorden « Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs » vervangen door de woorden « Algemene raad voor het secundair onderwijs ».

Art. 30. In artikel 45 van hetzelfde decreet, in punt 1°, worden de woorden « de voornoemde Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs en van de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs » vervangen door de woorden « Algemene raad voor het secundair onderwijs ».

Art. 31. In artikel 47, paragraaf 1, in punt 1°, worden de woorden « de voornoemde Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs en van de Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs » vervangen door de woorden « Algemene raad voor het secundair onderwijs ».

Art. 32. In artikel 50 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen door een tekst, luidend als volgt :

« § 1. De Regering keurt, met inachtneming van de kwalificatieprofielen bedoeld in de artikelen 39, 44, 45 en 47, de studieprogramma's goed van de graden en jaren bedoeld in dit hoofdstuk, na het advies te hebben ingewonnen van de Commissie voor programma's van de professionele en technische humaniora of van de Commissie voor de programma's van het gespecialiseerd secundair onderwijs, en zodra dat dit advies gegeven wordt, na de Sturingscommissie opgericht bij het bovenvermelde decreet van 27 maart 2002 te hebben geraadpleegd. » ;

2° Paragraaf 2 wordt opgeheven.

Art. 33. In artikel 51, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « van de Algemene Raden bedoeld in de artikelen 13 en 16 » vervangen door de woorden « van de Algemene raad voor het secundair onderwijs ».

Art. 34. In artikel 56 van hetzelfde decreet worden de woorden « de Algemene Raad voor Overleg voor het secundair onderwijs bedoeld in artikel 16 » vervangen door de woorden « Algemene raad voor het secundair onderwijs ».

Art. 35. In artikel 57 van hetzelfde decreet worden de woorden « Algemene Raad voor Overleg voor het secundair onderwijs bedoeld in artikel 16, en van Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs bedoeld in artikel 13 » vervangen door de woorden « Algemene raad voor het secundair onderwijs. ».

Art. 36. In artikel 58 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « van de Algemene Raad voor de Hogescholen » worden vervangen door de woorden « van de Academie voor onderzoek en hoger onderwijs (ARES) » ;

2° de woorden « van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs bedoeld in artikel 16 » worden vervangen door de woorden « van de Algemene raad voor het secundair onderwijs ».

Art. 37. In artikel 60sexies, paragraaf 5, van hetzelfde decreet, wordt het tweede lid vervangen door een tekst, luidend als volgt : « De voorzitter van de Sturingscommissie licht hierover de Algemene raad voor het basisonderwijs. ».

Art. 38. In artikel 62 van hetzelfde decreet worden de woorden « Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs » vervangen door de woorden « Algemene raad voor het secundair onderwijs ».

Art. 39. In artikel 97, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2,

- in het eerste lid worden de woorden « Overlegcomité voor het gewoon secundair onderwijs » vervangen door de woorden « Overlegcomité voor het secundair onderwijs » ;

- in het derde lid worden de woorden « Algemene Overlegraad van het gespecialiseerd onderwijs » vervangen door de woorden « Overlegcomité voor het niet-confessioneel secundair onderwijs » ;

2° in paragraaf 3,

- in het eerste lid worden de woorden « Overlegcomité voor het gewoon secundair onderwijs » vervangen door de woorden « Overlegcomité voor het secundair onderwijs » ;

- in het derde lid worden de woorden « Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs » vervangen door de woorden « Overlegcomité voor het confessioneel secundair onderwijs ».

Art. 40. In artikel 100, § 5, eerste lid, 3°, van hetzelfde decreet worden de woorden « Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs » vervangen door de woorden « Algemene raad voor het secundair onderwijs ».

HOOFDSTUK V. — *Wijzigingen aan het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs*

Art. 41. In artikel 4, § 1, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs wordt een punt 29°/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« 29°/1. Algemene raad : voor het basisonderwijs : de Algemene raad voor het basisonderwijs bedoeld in artikel 21 van het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welzijn in de basisscholen ; voor het secundair onderwijs : de algemene raad voor het secundair onderwijs bedoeld in artikel 1 van het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs. ».

Art. 42. Hoofdstuk XIII van hetzelfde decreet dat de artikelen 168 tot 177 bevat, wordt vervangen door een tekst, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK XIII. – Het overleg in het gespecialiseerd secundair onderwijs

Artikel 168. – De Regering bepaalt per geografische zone die ze vaststelt :

1° de verplichtingen tot overleg tussen de inrichtingen met hetzelfde karakter ; het overleg heeft inzonderheid betrekking op de programmering en de harmonisatie van de gewestelijke aanbod aan opleiding;

2° de organen waarin dit overleg wordt gepleegd ; deze organen zijn gemeen aan het gespecialiseerd onderwijs en aan het gewoon onderwijs.

Artikel 169. – Is afhankelijk van het gunstig advies van het overleg bedoeld in artikel 168, de organisatie of de toelating tot de subsidies van een nieuwe vorm, een nieuw type of een nieuw beroep van het secundair onderwijs van vorm 3.

Als een inrichtende macht een ongunstig advies negeert, verliest hij het voordeel van de studiepunten of subsidies voor het geheel van de inrichting waarin de vorm, het type of het nieuwe beroep van het secundair onderwijs van vorm 3 georganiseerd worden tijdens de betrokken schooljaren.

Het feit dat een inrichtende macht niet om het advies van het overlegorgaan bedoeld in artikel 168 vraagt, wordt beschouwd als gelijkwaardig aan het overtreffen van een ongunstig advies.

Artikel 170. – De toelating tot de subsidies van een nieuwe vorm, een nieuw type of een nieuw beroep van het secundair onderwijs van vorm 3 wordt automatisch onderzocht door de Diensten van de Regering na het programmeringsproces. ».

Art. 43. In hetzelfde decreet worden de woorden « de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs » overal vervangen door de woorden « de betrokken Algemene raad ».

Art. 44. In hetzelfde decreet worden de woorden « de Hoge Raad voor het gespecialiseerd onderwijs » overal vervangen door de woorden « de Hoge Raad voor het onderwijs voor leerlingen met specifieke behoeften ».

HOOFDSTUK VI. — *Andere wijzigingsbepalingen*

Art. 45. In de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, worden de woorden « algemene overlegraad » overal vervangen door de woorden « Algemene raad ».

Art. 46. In de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, worden de woorden « Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs » overal vervangen door de woorden « Algemene Raad voor het secundair onderwijs ».

Art. 47. In het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II, in artikel 5, eerste lid, 5°, worden de woorden « Algemene Overlegraad » vervangen door de woorden « Algemene Raad voor het secundair onderwijs ».

Art. 48. In het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, in artikel 79 paragraaf 4, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs » vervangen door de woorden « van de Algemene Raad voor het secundair onderwijs opgericht bij artikel 1 van het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs » ;

2° in het derde lid worden de woorden « de Algemene overlegraad opgericht met toepassing van artikel 1 van het decreet tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs » vervangen door de woorden « de Algemene raad voor het secundair onderwijs bedoeld in het tweede lid ».

Art. 49. In het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs,

1° in artikel 4 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het derde lid worden de woorden « Voor het gespecialiseerd secundair onderwijs is het advies van de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs vereist. » geschrapt ;

b) in het vijfde lid worden de woorden « Op gunstig advies van de Algemene Overlegraad voor het gewoon secundair onderwijs of van de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs » vervangen door de woorden « Op gunstig advies van de Algemene raad voor het secundair onderwijs » ;

2° in artikel 5bis, in paragraaf 3 en in paragraaf 4, worden de woorden « aan de Algemene Overlegraad voor het gewoon secundair onderwijs en aan de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs » telkens vervangen door de woorden « aan de Algemene Raad voor het secundair onderwijs ».

Art. 50. In het decreet van 30 april 2009 betreffende de oprichting van instanties voor de onderlinge sturing van de netten van het kwalificatieonderwijs en de toekenning van stimuli met het oog op een doeltreffender herverdeling van het aanbod van kwalificatieonderwijs om de territoriale ontwikkeling te bevorderen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs » worden telkens vervangen door de woorden « Algemene Raad voor het secundair onderwijs » ;

2° de woorden « Algemene Overlegraad » worden telkens vervangen door de woorden « Algemene raad ».

Art. 51. In het decreet van 12 juli 2012 tot regeling van de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten (KEL) in het secundair kwalificatieonderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het secundair onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht in artikel 4 :

1° in paragraaf 2 worden de woorden « Algemene Overlegraad voor het gewoon secundair onderwijs » vervangen door de woorden « Algemene Raad voor het secundair onderwijs » ;

2° in paragraaf 3 worden de woorden « van de algemene overlegraad, voor het gewoon secundair onderwijs, ingesteld door het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs en van de algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs, ingesteld door het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs » vervangen door de woorden « van de Algemene Raad voor het secundair onderwijs ».

Art. 52. In het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie, worden de woorden « algemene overlegraad voor het secundair onderwijs » telkens vervangen door de woorden « algemene raad voor het secundair onderwijs ».

Art. 53. In het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie,

1° in artikel 1,

a) onder punt 10° worden de woorden « Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs » vervangen door de woorden « Algemene Raad voor het secundair onderwijs » ;

b) wordt punt 11° opgeheven.

2° in artikel 13, §1,

a) onder punt 3° worden de woorden « Algemene Overlegraad voor het gewoon secundair onderwijs » vervangen door de woorden « Algemene Raad voor het secundair onderwijs » ;

b) wordt punt 4° opgeheven.

Art. 54. In het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, in artikel 35, derde lid, worden de woorden « op voorstel van de algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs vermeld in hoofdstuk XIII van het voormelde decreet van 3 maart 2004 » vervangen door de woorden « op gezamenlijk voorstel van de Algemene raden bedoeld in artikel 5, 44° en 45°, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren. ».

Art. 55. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs, in artikel 5, tweede lid, worden de woorden « bepaald door de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs » vervangen door de woorden « bepaald door de Algemene raad voor het secundair onderwijs ».

Art. 56. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs, in artikel 3, § 4, worden de woorden « bepaald door de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs » vervangen door de woorden « bepaald door de Algemene Raad voor het basisonderwijs ».

Art. 57. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd officieel gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs, in artikel 5, § 4, tweede lid, worden de woorden « bepaald door de Algemene Raad voor het gespecialiseerd onderwijs » vervangen door de woorden « bepaald door de Algemene raad voor het secundair onderwijs ».

Art. 58. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs, in artikel 3, §4, tweede lid, worden de woorden « bepaald door de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs » vervangen door de woorden « bepaald door de Algemene Raad voor het basisonderwijs ».

HOOFDSTUK VII. — *Slopbepaling*

Art. 59. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 25 april 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

—
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 797-1. Commissieamendementen, nr. 797-2.- Commissieverslag nr. 797-3. – Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 797-4. Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 797-5.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 24 april 2019.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/203304]

4 AVRIL 2019. — Décret visant à généraliser les aménagements cyclables de qualité en Wallonie et à renforcer la sécurité des cyclistes (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Lors de travaux de réalisation, d'aménagement ou de réfection d'une voirie régionale, le Gouvernement ou, le cas échéant, toute autre personne morale de droit public à l'initiative de ces travaux, garantit que cette voirie est dotée d'aménagements cyclables de qualité, tels que définis par le Gouvernement.

Lorsque la voirie régionale dispose d'un « haut potentiel cyclable », c'est-à-dire qu'elle est reprise par le Schéma Directeur Cyclable pour la Wallonie, ces aménagements consistent prioritairement en la réalisation de cheminements cyclables séparés des voitures.

L'obligation d'équiper les voiries régionales en aménagements cyclables de qualité est effective dès l'éventuelle phase de planification initiale des travaux. Elle s'accompagne de la consultation des usagers cyclistes, de la Direction des déplacements doux et des partenariats communaux ainsi que de la direction de la sécurité des infrastructures routières du Service public de Wallonie, selon les modalités à fixer par le Gouvernement.

Les dérogations aux alinéas qui précèdent sont dûment motivées.

§ 2. Sous peine d'irrecevabilité, toute demande de permis d'urbanisme afférente à des travaux de réalisation, d'aménagement ou de réfection d'une voirie régionale mentionne de manière précise en quoi l'obligation prévue par l'alinéa 1^{er} du paragraphe 1^{er} du présent article est respectée. La conformité de ces mentions au présent décret et à ses arrêtés d'exécution est vérifiée par l'autorité compétente préalablement à l'octroi du permis.

§ 3. Sans préjudice des paragraphes 1^{er} et 2, lors de la planification et de la réalisation des aménagements cyclables de qualité prévus par ces paragraphes, le Gouvernement, et le cas échéant, toute autre personne morale de droit public à l'initiative de ces travaux, tient compte des itinéraires figurant dans les plans de mobilité urbains, communaux, provinciaux et régionaux qui concernent l'endroit où se déroulent les travaux.